

1 DECEMBER 1981 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur le président,

- Messieurs les députés,

- Pour la première fois, un Président de la République française est invité à prendre la parole devant l'Assemblée populaire nationale algérienne. J'en mesure l'honneur et l'importance et suis sensible à votre accueil.

- Vous savez que j'ai moi-même siégé au Parlement de mon pays depuis notre Libération, au lendemain de la seconde guerre mondiale, jusqu'à mon élection récente et l'intérêt que j'éprouve à me trouver devant vous qu'il y a peu de temps encore, j'aurais pu appeler "mes chers collègues" ?

- Mais c'est aussi avec émotion que j'ai entendu les mots que vous venez de prononcer, monsieur le président, ils m'ont été droit au coeur. Et je pense que tous les Français, à travers ma personne, ressentiront comme il se doit l'hommage ainsi rendu à la fois à mon pays, au vôtre et à la nature des relations qui les unissent.

- Certes, un voyage du Président de la République française en Algérie - chacun l'a dit, et c'était vrai - ne peut pas être un voyage comme les autres. Vous connaissez, comme je la connais, nous l'avons vécue, notre histoire. Je pense, en cet instant, à tous ceux, de part et d'autre, qu'elle a réunis et qu'elle a déchirés. Et je leur dis : "le passé est le passé. Regardons maintenant, et résolument, l'avenir".

- Le moment que nous vivons prendra sa dimension si nos deux pays savent maîtriser les contentieux de l'histoire, poser les fondations d'une nouvelle confiance mutuelle, envisager cet avenir sans arrière-pensée.

- C'est dans cet esprit que, dès mon arrivée à Alger, j'ai rendu hommage à la mémoire des héros qui symbolisent la nation algérienne.

- C'est dans le même esprit que je me suis incliné au cimetière de Bologhine.

- C'est encore l'esprit qui m'anima lorsque je parcourrai, tout à l'heure, de nouveau, les rues d'Alger à la rencontre de sa population.\

L'Algérie a su bâtir un état constitutionnel qui a fait la preuve de sa solidité. Forte de sa jeunesse, elle est mobilisée pour la construction d'une société nouvelle et nous admirons, je dois vous le dire, la détermination avec laquelle vous avez entrepris de relever les défis du sous-développement et des inégalités, votre action pour ouvrir à la jeunesse algérienne les portes de l'école et de l'université, vos efforts, parmi d'autres, pour tracer la route transaharienne ou planter, face au désert, un véritable "mur vert".

- Les Français, vous le savez, ont choisi, de leur côté au mois de mai dernier, de s'engager dans la voie du changement politique et social qui je leur avais proposée, non seulement pour sortir de la crise économique, mais aussi pour affronter avec succès la grande mutation scientifique et technique qui s'annonce. Pour cela, j'ai appelé les Français, mes compatriotes, à se rassembler dans un vaste élan national.

- Ainsi, nous avons en commun la force de nos ambitions respectives qui rend possible la rencontre, dans la même espérance, de deux nations différentes, faut-il y insister, mais deux nations baignées par la même mer, berceau commun de civilisations, deux nations ayant noué, depuis longtemps, des liens économiques et culturels qui ont su résister aux épreuves et aux contradictions.

- Aujourd'hui, sur les deux rives de la Méditerranée, entre universitaires, écrivains, étudiants, ouvriers, ingénieurs, techniciens partout se forme une trame serrée qui souligne l'importance et la nécessité de la coopération entre l'Algérie et la France.\

Sans doute, messieurs, avons-nous rencontré des difficultés entre nous, sans doute subsiste-il bien des problèmes bilatéraux. Il serait étonnant qu'il en fût autrement. Mais nous devons les situer à leur juste place dans un climat de compréhension et de respect mutuel auquel contribuera largement le voyage que je suis en-train, avec plusieurs membres du gouvernement français, d'effectuer en Algérie. Climat

qui trouve tout son sens pour nous vos visiteurs et vos hôtes, lorsque nous constatons depuis hier matin, de quelle façon votre Président, vos représentants, vos élus et votre peuple ont su nous accueillir. Aucun problème n'est insurmontable, tous peuvent être résolus. C'est affaire de volonté politique, de compréhension, de générosité aussi, et je sais bien que ni le peuple algérien, ni le peuple français n'en sont dépourvus.

- Déjà pour ce qui nous concerne, dans le domaine qui est le nôtre, le gouvernement français a pris des mesures dès sa mise en place, par le canal de notre ministre d'Etat, chargé de l'intérieur `Gaston DEFFERRE`, ici présent, afin d'assurer plus de dignité et de sécurité à la communauté des travailleurs algériens en France dont je salue ici la contribution à notre développement économique, sans oublier les multiples implications culturelles.

- L'Algérie et la France ont droit, l'une comme l'autre, au respect de leur passé & ce passé est bien entendu inscrit dans la mémoire collective de nos peuples, il doit être sauvegardé.\

Dans le domaine économique, les intérêts légitimes, eh bien, faisons-en le tour et servons-les, en évitant tout ce qui pourrait aiguïser les difficultés et en recherchant tout ce qui peut contribuer à l'accord. Dès lors qu'une négociation sérieuse s'engage, alors on admettra que chacun y soit attentif. De ce point de vue je vous fais confiance, vous pouvez nous faire confiance, chacun des problèmes qui aujourd'hui nous préoccupe sera examiné sous ce double aspect, la connaissance des dossiers, la défense de nos intérêts légitimes, la volonté de réussir. Tout commande qu'une coopération exemplaire s'établisse enfin entre nos deux pays.

- Dans les domaines industriels, agro-alimentaire, dans ceux de la construction et de l'habitat, nos économies sont, à bien des égards, complémentaires. Multiplions nos échanges. Menons des actions communes de façon concrète, planifiée, comme ont su y parvenir de façon remarquable les villes d'Alger et de Marseille. Faisons patiemment, sérieusement, de nos -rapports à venir, un symbole des relations nouvelles à établir entre un pays du Nord et un pays du Sud, si tant est que passe entre nos deux pays cette ligne de démarcation qu'il faudra bien, un jour, effacer.\

Mais entre ces deux pays, entre ces deux voisins, le dialogue doit être aussi, et avant tout, politique.

- Bien des pays se déterminent aujourd'hui par-rapport à votre politique internationale et tous en tiennent -compte. Animatrice du non-alignement, à la pointe du combat pacifique pour la définition du nouvel ordre international, l'Algérie, je vous le dis hautement, est pour la France un partenaire à part entière. La politique extérieure de la France s'inspire, elle aussi, d'une vision globale du monde. Elle repose sur l'idée simple que chaque peuple, que chaque Etat peut et doit choisir librement son système social, ses dirigeants, ses alliances, son système en dehors de toute ingérence extérieure. N'est-ce pas une des grandes leçons du temps que nous avons vécu ? La politique extérieure de la France est fondée sur la libre coopération internationale et sur la sécurité collective, à l'ordre du jour plus que jamais.

- La France d'aujourd'hui ne s'interdit rien, rien ne lui est interdit par quiconque, dès lors qu'elle cherche à rapprocher les peuples, à défendre la liberté, à consolider la paix.

- Messieurs, la conscience d'intérêts communs aux habitants de la planète demeure, on le voit bien chaque jour, impuissante à faire prévaloir une organisation collective sur les intérêts égoïstes à court terme. L'Europe n'y parvient pas toujours mieux que d'autres. Mais cet égoïsme, naturellement à courte vue, est encore plus irresponsable et plus aveugle lorsqu'il s'agit des -rapports entre les pays dits développés et les pays en voie de développement.

- L'écart entre les riches et les pauvres se creuse au détriment des pauvres. Les revenus des productions des pays en voie de développement sont de plus en plus aléatoires. L'endettement de ces pays croît et le désordre monétaire international aggrave leurs maux. Des schémas se développent, préétablis, venus de l'extérieur, sont souvent plaqués sur la réalité de chaque pays de façon artificielle au-point de les meurtrir. Nulle part, l'explosion urbaine, la croissance des cités géantes où chaque problème s'exaspère par lui-même, ne sont maîtrisées. La faim, la malnutrition n'ont pas disparu, loin de là. Et tout se passe comme si la communauté internationale répugnait à se saisir de questions qui mêlent pourtant les destinées et des uns et des autres.\

Eh bien, je dois vous le dire, la France n'accepte pas cette démission. A l'écoute des peuples qui luttent pour leur libération et leur développement, elle accorde la première importance aux relations Nord-Sud. C'est ça le message de la France d'aujourd'hui. Il est temps de s'atteler à l'édification de l'ordre

international plus équitable, plus stable que j'appelle de mes vœux. Nous nous sommes trouvés d'accord à Cancun, le président CHADLI BENDJEDID et moi-même pour préconiser que des négociations globales s'engagent dans le cadre de l'ONU. Nous avons souhaité, l'un comme l'autre, qu'une aide accrue au développement des productions d'énergie soit attribuée aux pays du tiers monde non producteurs de pétrole. La France et l'Algérie se sont également prononcées en faveur d'un mécanisme permettant de soutenir et de stabiliser le prix des matières premières. Sur ce point, nos voix sont plus isolées.

- La France a décidé de porter, en peu d'années, le pourcentage de son aide aux pays en voie de développement de 0,3 à 0,7 % de son PNB, -chiffre, comme vous le savez, recommandé sur-le-plan international- et de consacrer plus précisément aux pays les moins avancés `PMA` 0,15 % de ce même PNB. Cet effort important a été entamé dès la préparation de l'actuel budget. Et cette aide doit laisser place à la coopération. Ne mêlons pas les termes. On ne résoudra pas le problème du Nord et du Sud sous le couvert de l'aide. On y répondra sous le couvert de la coopération, de l'aide par soi-même, dès lors que chaque peuple aura été mis en mesure de disposer des moyens nécessaires. Cette aide, qui doit laisser place à la coopération, correspond, de surcroît, j'en ai tout à fait conscience, à l'intérêt bien compris de la France et des pays industriels et elle sera d'autant plus utile aux pays bénéficiaires qu'elle s'intégrera dans un processus de développement approprié à chaque cas particulier. Ce sont là des orientations générales qui nous guident dans nos relations économiques avec l'ensemble du tiers monde et, particulièrement, avec l'Afrique.\

`Afrique` Je sais l'importance, pour vous, de cet immense continent qui demeure pour la France plus proche qu'aucun autre.

- En vérité, j'ai voulu, devant vous messieurs, aborder l'élément historique qui nous vaut d'être réunis ce matin et qui sait, une certaine façon d'entrevoir nos affaires bilatérales. Mais je ne veux pas manquer, me trouvant devant vous, sortant du cercle dans lequel nous sommes où il fallait rentrer, Algérie et France, traiter quelques problèmes de caractère général, car, après tout, nos deux pays souverains ont bien le droit de débattre ensemble des affaires du monde.

- Depuis quelques mois, je me suis attaché à mettre en place, en France, une politique qui respecte l'indépendance, l'intégrité et la souveraineté des Etats du monde du continent africain chaque fois qu'il nous était demandé asile ou conseil. Et je souhaite que toutes les parties du continent africain demeurent ou soient à nouveau hors d'atteinte des rivalités des super-puissances. La France appuiera pour cela tous les efforts, et en premier lieu ceux de l'OUA, qui, en fortifiant les gouvernements et les Etats, donneront aux principes de non ingérence une meilleure chance. Sur quelques points précis, que je vais aborder avant de conclure, j'exprimerai la position de la France concrètement par-rapport aux principes que je viens d'énoncer.

- Par exemple, la Namibie, au sein du groupe des Cinq, en accord avec nos amis traditionnels, nous avons agi pour que l'on fixe un calendrier précis ayant pour objectif l'indépendance de ce pays, dès l'an prochain. Ne nous dissimulons pas les difficultés à venir. La réponse ne dépend pas de nous. Mais, pour ce qui concerne notre attitude et notre détermination, c'est dans ce sens que nous allons. Et j'ai pu observer, au cours de ces derniers mois, qu'un pays comme la France, pays témoin, pays acteur, peut faire entendre sa voix pour peu qu'il rencontre auprès de pays comme le vôtre l'écho, pour peu qu'il sache entendre l'écho de votre propre voix.\

Autre exemple, le Tchad, pays qui, sous la conduite du Gouvernement d'unité nationale, aspire à l'indépendance, à l'unité, à la sécurité. Eh bien, je dis qu'elles doivent lui être garanties et, à cet égard, je me félicite qu'un accord soit intervenu, il y a quelques jours à Nairobi, fixant au 17 décembre la date d'achèvement de la mise en place d'une force interafricaine. Et je dis, ici hautement, devant vous messieurs, vous en faisant la confiance, que la France entend respecter intégralement ses engagements, contribuer au redressement, au relèvement, à la reconstruction, en restant à sa place, sans jamais se substituer au peuple et aux représentants de ce peuple là comme ailleurs et que tous ceux qui se trouvent autour et qui s'inquiètent, qui, parfois, s'affrontent, sachent que la France, aussi bien au Tchad qu'ailleurs, n'entend entretenir aucune inimitié, que nous n'intervenons que si le Gouvernement légitime nous le demande, que nous ne voulons pas nous mêler des luttes intérieures et que le souci de l'unité, de l'indépendance du Tchad, ne passe pas par une position agressive de la France à l'égard de lui-même.

- Autre conflit qui préoccupe, à juste-titre, votre région, celui du Sahara occidental où chaque jour, si l'on n'y prend garde, rend plus difficile à résoudre le problème qui s'y pose et risque d'en faire, comme dans d'autres domaines déjà cités, l'enjeu de rivalités plus vastes. Sur-ce-plan, dans les choix politiques qui ont précédé mon élection à la tête de la République française, j'ai exprimé ce qui nous apparaissait comme le droit. Nous disons toujours les mêmes choses mais il ne faut pas s'en lasser. Chaque peuple a le droit de se déterminer lui-même.

- Et nous savons, aujourd'hui, que d'autres responsabilités nous incombent, nous avons cherché chaque fois, en veillant à préserver nos amitiés qui sont diverses, à faire prévaloir ce principe, ce qui nous a conduit à approuver les démarches des conférences de Nairobi, sages recommandations. Ce qui nous a conduit à soutenir tout effort et de l'OUA et de l'ONU dans ce sens, saluer toutes les initiatives qui vont vers l'acceptation du choix par les populations de leur propre destin.\

A l'autre extrémité de la Méditerranée, deux peuples, deux histoires constamment confrontés à l'amour d'une même terre et tant de sang et tant de peine. La position de la France est simple, je l'explique aussi simplement devant ceux qui me font l'honneur de me recevoir : pour nous, nous voulons que se crée un état de droit. Le droit suppose que soit reconnu, à quiconque s'est vu être mis dans la société des nations par l'ONU, le droit à l'existence. Et cela suppose aussi qu'aucun peuple ne soit exclu d'une patrie et quand on a une patrie, on y choisit ce que l'on veut, c'est-à-dire que l'on y bâtit des structures institutionnelles de son choix. Et la position de la France va de ce côté là : que le droit mutuel soit reconnu, que les peuples vivent et qu'ils se déterminent. Cela nous met, parfois, en contradiction, ici ou là, c'est sûr, mais la France ne se pose pas en médiateur.

- Si les principes sont clairs, leur mise en oeuvre est difficile. Je me contente devant vous d'en appeler à la raison et si possible au dialogue direct entre les parties intéressées. Et quelle que soit la démarche retenue, l'essentiel est de ne pas renoncer à l'espoir d'un règlement négocié et équitable au bénéfice de tous. Comment vivre, messieurs, vous l'avez vécu dans votre esprit et votre chair, privé d'une terre attaché à la tradition des pères et assuré de pouvoir travailler aux constructions futures dont vos fils seront les artisans ?\

Entre la France et l'Algérie, entre l'Europe et l'Afrique, d'autres -rapports peuvent se nouer, fondés, ainsi que je l'ai déjà dit, sur la complémentarité de nos économies et, pourquoi ne pas le dire, sur l'union de nos destins dans un monde, que vous savez, fort difficile. A l'intérieur de la Communauté économique européenne `CEE`, à laquelle nous appartenons, vous le savez, la France se fait, autant qu'elle le peut, l'avocat d'une coopération nouvelle entre les pays d'Afrique qui le désirent et le Marché commun. La présence du ministre des relations extérieures français `Claude CHEYSSON` parmi vous, à mes côtés, marque bien, par ses actions passées, au-sein de l'organisme de la Commission de la Communauté économique européenne quels sont nos choix fondamentaux. Peu d'entreprises européennes ont été aussi positives et aussi fécondes que celles dont il a naguère assuré la charge. Eh bien, que la Méditerranée soit au-coeur de cette nouvelle politique, veillons à ce que l'Algérie et France, sans nous mêler de ce qui ne nous regarde pas, mais tout de même cela nous regarde, la paix, par ici, nous soyons des éléments qui permettent d'atténuer les tensions et de voir s'éloigner les risques d'affrontement.\

La France, vous avez pu l'observer au fil de mon propos, est profondément attachée à la cause de la paix. Je veux vous dire aussi, ayant décidé de ne rien laisser dans l'ombre, que je suis convaincu que l'équilibre des forces entre l'Est et l'Ouest est la seule véritable garantie de la paix. Bien entendu, cette garantie devrait bientôt se voir ajouter à une autre, celle du désarmement car l'équilibre dans la course à l'armement, on peut imaginer ce qu'en sera l'épilogue sanglant.

- Voilà pourquoi, à-partir de cette notion d'équilibre, nous restons fidèles au vieux mot d'ordre des socialistes, une grande pensée de ce siècle : arbitrage, désarmement, sécurité collective. Membres d'une alliance défensive, nous entendons dans la défense d'une indépendance farouchement exprimée, servir au besoin de la paix. C'est pourquoi j'ai condamné des déséquilibres qui s'accroissaient, notamment en Europe, et j'ai demandé que la clarté se fasse sur les intentions des plus grands en vue de rendre possible une négociation. Celle, en-particulier, qui vient de reprendre, depuis hier, à Genève, dont je me félicite et dont je souhaite que les travaux soient menés à bien de part et d'autre avec la volonté d'aboutir. Chacun d'entre nous, messieurs, en mesure l'importance : le sort du monde est constamment en jeu. Et voilà, pourquoi la France et l'Algérie, quand elles se rencontrent ne parleraient-

elles pas de tout ce qui touche à la vie de l'humanité ? Affaires du monde ? Comme doivent le faire deux nations souveraines ayant vocation d'agir chacune pour soi, ensemble aussi, quand il se peut. Nous sommes à la fois proches et différents, soucieux de notre indépendance et d'esprit internationalistes, soyons conscients de ce que nous pouvons faire ensemble. Les paroles que j'ai entendues à l'instant dans la bouche de votre Président que je salue et que je remercie, la qualité de son propos, la tonalité du discours, votre attention, ce que je puis discerner devant vous au travers de vos regards et de vos attitudes, cette capacité de dialogue ouvert entre nous :

- Tout cela donne plus de force encore au salut de la France, que j'adresse à l'Algérie, à son peuple, à son Président, auquel je dis ma confiance dans l'avenir de relations fondées sur le respect et sur l'amitié retrouvée.\